



IMAGINE ...

<https://usrcgt66.syndicatcgt.fr/>

ÉDITO RETRAITÉ.ES EN COLÈRE

Le gouvernement de François Bayrou nous ment.
Non, les Retraités.es ne sont pas des nantis, 2 millions vivent sous le seuil de pauvreté.
Non, les 10% d'abattement fiscal n'avaient pas été instaurés par le premier ministre Raymond Barre pour frais professionnels mais par souci d'équité entre actifs et retraités.

Le budget 2026 présenté cet été par le premier ministre François Bayrou annonce une régression sociale sans précédent.

Attaque **contre les salarié.es** avec 2 jours fériés volés, remise en cause de la 5^{ème} semaine de congés payés.

Attaque **contre les retraités.es** avec la desindexation de toutes les pensions et la suppression de l'abattement fiscal de 10%

Attaque **contre les malades** : doublement du reste à charge, remise en cause des remboursements pour les ALD, réduction de la durée des arrêts de travail.

Attaque **contre les privés d'emploi** avec diminution de leurs allocations

Attaque **contre les services publics** avec 3000 postes supprimés dès janvier

Attaque **contre la fraude sociale (12 milliards)** mais surtout pas **contre celle des employeurs** (non-declaration des salariés) qui en constitue pourtant la plus grosse part. **Rien ou presque sur la fraude fiscale** estimée, elle, à 100 milliards.

Un budget qui s'attaque au social mais surtout pas au patronat et au capital.

	Budget 2026	Ecart par rapport à 2025
DÉFENSE	57,1	6,7
PRÉLÈVEMENT POUR L'UE	28,8	5,7
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	31,2	0,5
ÉCOLOGIE	20,9	0,1
SPORTS, JEUNESSE, ASSOCIATIONS	1,2	-0,3
SOLIDARITÉ	28,6	-1,7
TRAVAIL, EMPLOI, SOCIAL	18	-1,7

C'est pourquoi à l'occasion du budget 2026 nous n'accepterons pas qu'un seul euro soit pris dans les poches des salarié.es, des retraités.es, les budgets de nos services publics ou de nos communes et de notre protection sociale pour continuer à gaver par milliards les tenants du pouvoir et financer leur train de vie et leur guerre. La dictature de la finance à coups de 49.3 c'est fini.
Nous voulons vivre une retraite décente, vivre en paix et bâtir une France de l'Égalité et de la Fraternité.

Nous vous appelons à participer aux actions et mobilisations qui seront nécessaires pour mettre un coup d'arrêt à cette politique brutale et inhumaine et obtenir le changement de société tant attendu.
Ensemble plus nombreux, plus fort, nous gagnerons.

Eugène RIOS, secrétaire de l'Union Syndicale Retraités CGT 66



Le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France est au plus haut depuis 1996 : 1128 milliards d'euros.

La France reste la championne européenne en nombre de millionnaires devant l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Ces fortunes explosent depuis 2017 suite aux cadeaux fiscaux et avantages largement octroyés par des gouvernements qui viennent maintenant présenter la note aux plus pauvres.

Pour rappel : suppression de l'ISF, baisses d'impôts sur les dividendes, niches fiscales, aides publiques au patronat sans contrepartie ni contrôle : 211 milliards (rapports parlementaires).

RÉPARTITION DE LA FRAUDE SOCIALE

Professionnels de santé 10 %
Fraude aux prestations 34 %
Entreprises, indépendants 56 %

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE SVP



DANS LES P.O. COMME PARTOUT AILLEURS, L'AIDE À DOMICILE PLUS QUE JAMAIS EN DANGER DANS UN CONTEXTE D'AUSTÉRITÉ

Avec l'augmentation du nombre de personnes âgées, le faible revenu des retraités, le coût des EHPAD (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) le secteur de l'aide à domicile est en plein essor.

Aides à domicile, auxiliaires de vie, aides-soignantes, la demande explose alors que le secteur connaît beaucoup de difficultés à recruter.

« Le problème, c'est que pour les gens autres que pour ceux pour qui nous travaillons, témoigne Christine, « c'est qu'on n'est juste que des boniches ». Aide à domicile à Perpignan, elle est remontée contre le mépris qui entoure cette profession qu'elle aime tant. « Les métiers de l'aide à domicile sont des métiers humains où nous sommes en relation avec des personnes vulnérables (âgées ou handicapées). On contribue à ce qu'elles restent chez elles, en les aidant à faire ce qu'elles ne peuvent plus faire mais jamais en faisant à leur place ; pour un salaire de 900 euros par mois. »

Sur les routes tous les jours, week-ends et jours fériés compris, sur une amplitude de travail de 13 heures par jour avec plusieurs coupures non rémunérées, elle se rend au domicile d'une douzaine de bénéficiaires. Elle enchaîne les services des petits déjeuners, de ménage, des déjeuners, courses, entretien du linge, aide partielle aux actes essentiels de la vie (lever, coucher, toilette partielle..).



LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ EN MATIÈRE DE SALAIRES CONDUIT À UN TASSEMENT DES GRILLES LES PLUS BASSES, UNE ABSENCE DE RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

97% **27%** **89%**

sont des femmes

ont plus de 55 ans

à temps partiel

972 € salaire brut moyen d'un salarié non qualifié pour un équivalent temps plein avec 16 ans d'ancienneté

45% travaillent les dimanches et jours fériés

« C'est à nous de nous adapter : aux lits trop bas, aux matelas trop lourds, aux balais trop petits, au manque de matériel. » Elle tient bon car elle sait que sans les aides à domicile, beaucoup de ceux dont elle s'occupe, ainsi que leurs familles se trouveraient en grandes difficultés. Ces dernières leurs sont reconnaissantes. « Souvent, ces personnes ne voient que nous pendant la semaine. »

« C'est une relation précieuse pour la personne. Les enfants souhaitent que leurs parents vieillissent dignement chez eux, le plus longtemps possible. C'est grâce à nous que cela est encore possible ».

Mais faut-il encore qu'il y ait une volonté politique qui repose essentiellement sur des réponses aux besoins humains, plutôt que sur une rentabilité financière.

"D'ici 2040, il faudrait augmenter de 42 % le volume d'aide professionnelle à domicile pour faire face à l'augmentation des besoins. Cela correspond à 4,6 milliards d'euros supplémentaires."

"C'est une somme importante, et on n'y est pas"

Institut des politiques publiques

PÉTITION : aidons les aides à domicile !

Lancée par le Collectif Aide, accompagnement et soins à domicile

FNPOS CGT

www.change.org/p/usagers-salarié-sauvons-l-aide-l-accompagnement-et-les-soins-à-domicile



GRDF : LA POMPE À FRIC DES ACTIONNAIRES D'ENGIE...

Dernièrement le Conseil d'Administration de GRDF a pris la décision d'allonger la durée de vie technique des Conduites d'Immeubles permettant de débloquent près de 900 millions d'euros censés financer le renouvellement de ces installations. Cela au détriment de la qualité et de la sécurité du réseau Gaz.

Ce n'est pas tout : pour dégager toujours plus de profits, la direction de GRDF prévoit d'élargir le périmètre d'intervention des agents pour pallier la baisse des effectifs programmée. Cela allongera considérablement les délais d'intervention en cas de pannes ou d'incidents sur le réseau.



La CGT porte un Programme Progressiste de l'Energie qui propose de réduire la fracture sociale en France en réduisant la facture d'énergie à travers un prix juste, sorti de l'indexation du marché !

Enfin cerise sur le gâteau : avec l'aval du gouvernement le prix de l'abonnement Gaz a augmenté de 6% au premier juillet et la TVA est passée de 5,5% à 20% au 1^{er} aout.

Il s'agit d'un véritable racket opéré sur les usagers...

La FNME-CGT dénonce les stratégies économiques de GRDF visant à remonter encore plus de dividendes à sa maison-mère ENGIE au détriment de la sécurité du réseau et de la qualité du service rendu aux usagers.

Sur notre département cette politique impacte directement les usagers d'une cinquantaine de communes.

Le syndicat CGT énergie 66 a adressé un courrier aux Maires des communes concernées pour les informer de la situation et leur demander une rencontre pour échanger sur le sujet.

Face à cette situation la FNME CGT a des propositions et exige :

-Que les millions de vies de nos concitoyens ne soient pas mises en péril par des logiques financières et économiques sur les services assurant les interventions d'Urgence Gaz. Nous devons défendre un Service Public de qualité et de proximité. La distribution du Gaz doit être faite dans le respect de la sécurité des personnes et des biens, c'est là le sens des valeurs que

porte la CGT et qui est au cœur des missions des services Gaz.

-Un tarif Unique basé sur un coût déterminé en fonction des besoins d'investissement, d'exploitation, de maintenance et de renouvellement de l'ensemble des infrastructures de production et de réseaux.

-Une fiscalité de l'énergie plus juste avec une TVA à 5,5% car le Gaz est au même titre que l'électricité un produit de première nécessité.

-Le retour à deux EPIC (Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial) indispensables (Gaz et Electricité) qui mettraient fin à la ponction de dividendes pour reverser d'éventuels bénéfices au budget de l'Etat au titre de la transition énergétique.

**Ensemble Usagers et Agents des Industries Electriques et Gazières mettons au cœur des débats
L'exigence d'un Service 100% Public de l'Energie**

FNME-CGT EDF et la flambée des prix en 2026

La CGT EDF, en lien avec les préoccupations soulevées par la réforme de la régulation du marché de l'électricité, s'alarme de la possible augmentation massive des tarifs à partir de 2026. Selon les analyses et les rapports, notamment ceux de l'UFC-Que Choisir, cette réforme, adoptée dans la loi de finances pour 2025, prévoit de remplacer le mécanisme de l'ARENH par un calcul basé sur les marchés internationaux, ce qui entraînera une hausse significative des coûts d'approvisionnement.

Les conséquences pour les consommateurs seraient une augmentation moyenne de 19 % des factures d'électricité, soit environ 250 euros supplémentaires par an pour un foyer moyen.



La planète se réchauffe dans tous les sens du terme.

Cet été, nous avons eu des records de chaleur dûs au réchauffement climatique et pas seulement dans notre département.

Bien que notre premier ministre nous ait proposé de refroidir nos domiciles en mettant des glaçons devant des ventilateurs, beaucoup ont dû faire face à la canicule en se cloîtrant chez eux.

Au moins 480 décès en excès toutes causes confondues (+ 5,5 %) ont été estimés durant cette canicule dans les départements concernés. Les personnes âgées de 75 ans et plus constituent la quasi-totalité de ce bilan provi-

soire avec 410 décès en excès (+ 6,7 %).

De plus, Emmanuel Macron annonce vouloir renforcer le budget des armées de 3,5 milliards en ponctionnant les retraités.es. Plutôt que d'octroyer de l'argent pour la guerre, les retraités ont besoin de médecins, d'aide à domicile, d'EH-PAD, de transports adaptés et gratuits...

Déjà 6 retraités sur 10 ne sont pas partis en vacances faute de moyens. Quand ils partent, ils doivent restreindre leur budget « sorties ». Les restaurateurs accusent une baisse de 30 % en moyenne sur leur fréquentation. Et ce n'est pas avec les mesures prévues pour 2026 que les choses vont s'améliorer.

LSR organise, chaque année, des séjours « Bourse Solidarité Vacances » pour les retraités.es modestes. (290 € tout compris). Nombre de nos adhérents ont pu en bénéficier.

En septembre, toutes nos activités reprennent du service. Les retraités.es ont besoin de garder le lien social. C'est pour cela que vous trouverez ci-après notre agenda pour le mois d'octobre. N'hésitez pas à nous contacter.

NOS RENDEZ-VOUS

10 octobre : atelier Solidarité

16 octobre : Atelier écriture à Céret

Sans oublier nos balades du mercredi suivies d'un repas tiré du sac et une partie de pétanque

Et d'autres activités...

Et un seul geste.... adhérer à LSR.

Pour en savoir plus, une seule adresse :

8, rue de la GARRIGOLE
66000 Perpignan

Courriel

lsr66payscatalan@gmail.com

Tel : 06.72.71.61.96

Site : <https://lsr66.fr>



le 27 septembre, vous pouvez nous retrouver sur le stand de LSR 66 au salon « Valeurs en Fête » au Palais des Rois de Majorque.



LSR c'est aussi des Conférences (ouvertes à tous) :

9 octobre : La reconquête de la Sécurité Sociale

28 novembre : La résistance dans le 66 (39/45)

11 décembre : Prosper Méricmé



RENSEIGNEMENTS

RENDEZ-VOUS POUR NOTRE RIFLE ANNUELLE DU 8 NOVEMBRE A ELNE

Notez cette date sur vos agendas.
Nombreux Lots et belle tombola

LE PAIN, LA PAIX, LA DIGNITÉ

Ce mot d'ordre historique du mouvement syndical est plus que jamais d'actualité.

A nouveau le monde capitaliste et ses représentants politiques poussent à la guerre.

Dans la bouche de nos dirigeants, on ne parle que d'armement massif, de conflits.

Alors que la grande partie de la population mondiale aspire à la paix, aux besoins sociaux, à préserver la planète.

L'OTAN pousse à la dépense militaire, rêve d'un nouveau partage du monde et impose aux membres une dépense de 5 % du PIB de chaque pays pour se réarmer.

Tout nous renvoie à l'histoire du XXème siècle ou encore aux années 30 quand les exigences, les aspirations sociales se sont heurtées au refus du capital, qui a utilisé l'extrême droite, le fascisme et la guerre pour étouffer les revendications et attentes des classes les plus pauvres.

Les milliardaires voient leur fortune exploser. Les entreprises du CAC 40 viennent de verser 73 milliards de dividendes pour 2024.

De l'argent, il y en a pour les salaires, les pensions, l'école, la santé, les services publics....D'autre choix sont nécessaires pour répondre aux besoins pour que l'humanité arrête la course à l'armement nucléaire.

Cela nécessite l'engagement de chacun, si l'on veut sauver les générations futures d'un désastre planétaire.

Nous devons porter et transmettre le message qu'il est possible de vivre dans une société de paix, qu'il existe la possibilité pour les pays de construire des rapports d'amitié et de coopération.

Alors ne lâchons rien, ne cédon pas aux discours ambiants. Continuons à croire, que nous pouvons construire un monde meilleur, un monde de paix.

C'est l'action permanente de la CGT-retraités, voilà pourquoi nous appelons au rassemblement et à l'engagement de toutes et tous.

Rejoignez l'USR CGT 66.....

Union Syndicale des Retraités CGT 66

MAISON DES SYNDICATS

8, RUE DE LA GARRIGOLE

66000 PERPIGNAN

04 68 34 84 49 usrcgt66@gmail.com

POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS

• Mon pouvoir d'achat • Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens

➤ **Je rejoins les retraités CGT**

Nom ➤ Prénom ➤

Adresse ➤

Code postal ➤ Ville ➤

Branche professionnelle d'origine ➤

Être syndiqué-e en activité
c'est défendre ses conditions de travail et par delà ses conditions de vie

Être syndiqué-e en retraite
c'est continuer à défendre ses conditions de vie !

Important : adresse électronique

Être informés

Entretenir le lien avec le syndicat

Donner du sens à l'adhésion

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE SVP